

Images d'Epinal

La rue, les foules, les réseaux sociaux (Facebook, Youtube, Twitter) et les chaînes satellitaires monarchiques du Golfe ont ravi la vedette aux acteurs traditionnels de la contestation et du changement. Image d'Epinal ou véritable révolution ? Les masses arabes – jadis confinées à des images de barbus en armes drapés de djellabas – ont, du même coup, changé de visage pour se muer en adeptes des technologies modernes, en virtuoses de la musique rap, tous rasés de près, en jeunes femmes affranchies et, naturellement, « dévoilées ». Quelle qu'en soit l'issue, ces images donnent le vertige, tant elles sont inattendues. Images surréalistes de la victoire politique de monarchies pétrolières moyenâgeuses, redoutables puissances de frappe médiatiques, sur des républiques de pacotille à la tête desquelles trônent à vie, par la force et la fraude, des despotes sanguinaires et prédateurs.

Le monde arabo-musulman, tel que façonné par l'Occident capitaliste dominant, défile sous nos yeux comme dans un film de fiction qui, au réveil, à plus ou moins court terme, ne semble cependant pas augurer une « happy end ».

La fiction qui se déroule, en direct, sous nos yeux a naturellement éclipsé les véritables acteurs, d'un changement profond et durable, qui n'ont pas attendu janvier 2011 pour se mettre en mouvement, hors des caméras de télévision. Aussi bien pour la Tunisie que pour l'Égypte, les deux grands vecteurs du changement, il est plus juste de parler de 2008 comme année charnière dans ce qui défile aujourd'hui en direct sous nos yeux.

En Tunisie, la première et véritable ligne de fracture ne vient pas du triangle La Marsa-Sidi Bousaïd-Carthage, mais du bassin minier de Gafsa – ville indomptable, en référence à de très anciennes traditions de luttes syndicales – qui, des mois durant, en 2008, a courageusement défié le régime autoritaire bénalien.

Certains analystes clairvoyants ont très tôt – il y a plus

d'un an – décelé « la charge politique et contestataire de la révolte du bassin minier, au point de se demander si elle n'anticipait pas les contours d'un mouvement social, à venir qui, à moyen terme, pourrait ébranler les bases du régime »^(*). Ces lignes ont d'autant plus de valeur qu'elles datent.

Les auteurs de la même étude écrivent : « Il est vrai qu'une sociologie "in fine" des émeutiers du bassin minier révèle la prédominance des membres des classes populaires, des diplômés au chômage, des anciens salariés prolétariés, des femmes seules avec enfants (veuves de mineurs), etc. qui contraste point par point avec l'assise sociale des partis et des ONG ayant pignon sur rue. Même les leaders du mouvement, membres des syndicats de base, appartiennent généralement à la classe moyenne intellectuelle en voie de paupérisation. »

La « victoire symbolique » du bassin minier de Gafsa avait été chèrement payée, sur fond de silence médiatique complice ou, tout au moins, complaisant avec les tyrans tardivement et subitement voués aux gémonies : « Trois morts, des dizaines de blessés, une centaine d'interpellations, une trentaine d'inculpés et un retour en force de la torture pratiquée non seulement dans les commissariats de quartier mais aussi dans les centres pénitentiaires où ont été déferés les leaders du mouvement social. »

Cinq leçons politiques sont tirées de ce conflit social :

- 1- L'ambivalence de la centrale UGTT et la dissonance syndicale comme vecteur paradoxal de la dynamique protestataire.
- 2- Une opposition indépendante coupée du mouvement social (le signe de l'impuissance).
- 3- L'hypothèse d'un changement venant du « bas ».
- 4- Le rôle inattendu et renouvelé de l'opposition diasporique (tuniso-française).
- 5- La fuite en avant sécuritaire du régime (signe de force ou de faiblesse ?).

Est-ce un hasard que, pratiquement au même moment, l'armée égyptienne mettait en garde Moubarak contre les centaines de grèves que les changements éco-

nomiques d'après 2004 avaient déclenchées. « Ils soutenaient, notamment, que la gravité de la question sociale la transformait en question de sécurité nationale. »

L'un des groupes aujourd'hui les plus actifs, les plus médiatisés sur Facebook s'appelle « le Mouvement du 6 avril », du nom d'une grève organisée par les travailleurs du textile dans le delta du Nil le 6 avril 2008 et qui fut sauvagement écrasée par le régime.

« C'est la montée puissante de la classe ouvrière qui s'est approfondie et élargie depuis 2008, que les commandants militaires se sont appliqués à défaire à tout prix. Loin de représenter un instrument démocratique, l'armée est une force consciemment contre-révolutionnaire, déterminée à écraser le soulèvement des travailleurs pour défendre ses propres intérêts très étendus, ainsi que ceux de ses trésoriers aux Etats-Unis », commente un observateur avisé de la scène égyptienne.

Dans une récente étude, James Petras, professeur de sociologie à la Binghamton University de New York, écrit : « Les millions de personnes mobilisées par les mouvements sociaux en vue de renverser la dictature ont été efficacement exclues par la nouvelle junte autoproclamée "révolutionnaire" en définissant les institutions et mesures politiques, sans parler des réformes socioéconomiques nécessaires pour faire face aux besoins élémentaires de la population (40% des Égyptiens vivent avec moins de 2 dollars par jour et le chômage des jeunes dépasse les 30%). L'Égypte – comme c'est également le cas des mouvements estudiantins et sociaux populaires contre les dictatures de Corée du Sud, de Taïwan, des Philippines et de l'Indonésie – démontre que le manque d'organisation politique nationale permet aux personnalités et partis de l'« opposition » néolibérale et conservatrice de remplacer le régime. Ils se sont arrangés pour instaurer un régime électoral qui continuera à servir les intérêts impérialistes et à dépendre de l'appareil d'État existant tout en le

défendant. Dans certains cas, ils remplacent les vieux copains de l'impérialisme par de nouvelles têtes. Ce n'est pas un hasard si les mass media encensent le caractère « spontané » des luttes (et non les revendications socioéconomiques) et confèrent un éclairage favorable au rôle de l'armée (sans considération pour les 30 ans durant lesquels cette dernière aura été le bastion de la dictature). Les masses sont encensées pour leur « héroïsme », la jeunesse pour son « idéalisme », mais on ne les propose jamais comme acteurs politiques centraux dans le nouveau régime. Une fois la dictature tombée, l'armée et les légalistes de l'opposition ont « célébré » le succès de la révolution et se sont empressés de démobiliser et démanteler le mouvement spontané, afin de faire place nette pour des négociations entre les hommes politiques électoralistes libéraux, Washington et l'élite militaire dirigeante. »^(**)

Tout indique que l'issue ne sera pas forcément celle qu'on escompte que, dans ce scénario, le danger n'est pas toujours là où il est annoncé : « Dans le cas d'une "réussite" et de la mise en place d'« élections », les Frères musulmans seront la fraction principale au Parlement.

Les États-Unis encouragent ce cas de figure et ont, d'ailleurs, qualifié les Frères musulmans de « modérés ». C'est normal puisque les Frères musulmans acceptent la soumission à la stratégie américaine et laissent Israël libre de continuer à envahir la Palestine. Les Frères musulmans sont également en faveur du système de « marché » actuel, qui dépend totalement de l'extérieur.

En réalité, ils sont également en faveur de la suprématie de la classe bourgeoise « compradore » au pouvoir et se sont opposés aux grèves de la classe ouvrière et à la lutte des paysans pour préserver la propriété de leurs terres.

Le plan des États-Unis pour l'Égypte est très semblable au modèle pakistanais : mettre en place un pouvoir qui combine « islam politique » et services de renseignements de l'armée », relevait Samir Amin le 7 février der-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

nier à Dakar lors du Forum social mondial. Dans ce scénario, où « la forme d'exercice anti-libérale, anti-rentière et anti-autoritaire de la politique d'émancipation reste à construire » – dixit notre ancien ministre de l'Economie, Ghazi Hidouci, l'Algérie semble fort heureusement épargnée par, tenez-vous bien... la conjoncture pétrolière.

« La question que nous devons nous poser est cell-ci : est-ce que tout cela va se limiter à la Libye ou bien s'étendre à l'Algérie, expliquait mercredi dernier le P-dg de Schlumberger, Andrew Gould, aux investisseurs. La Libye exporte 1,2 million de barils par jour en Europe. Un arrêt serait problématique, mais les marchés pétroliers peuvent le gérer.

En revanche, si l'Algérie est touchée aussi, vous vous retrouverez alors avec une capacité d'exportation de 2,8 millions de barils par jour et cela commence à devenir très sérieux. »^(***) « La récréation est terminée », semblent dire les magnats du pétrole et maîtres du monde. A moins qu'ils ne décident autrement.

A. B.

(*) Larbi Chouikha et Vincent Geisser, *Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons d'un conflit social*, L'année du Maghreb, VI, 2010, Paris, p. 415-426.

(**) James Petras, *Égypte : Les mouvements sociaux, la CIA et le Mossad*, 24 février 2011.

(***) Emmanuel Grasland, *Les Echos*, 25 février 2011.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Mourad les Zae ? Un sacré blagueur !

Le comble, c'est quand Ould Kablia affirme : « Grâce à Bouteflika, l'Algérie s'est remise... »

...en marche ! »

L'heure est grave ! D'une gravité sans fond. Le président de la République, le guide suprême, vient d'être insulté. Et personne, même pas la justice pourtant d'habitude rapide à la gâchette, n'a réagi à cette insulte à l'encontre du chef de l'Etat. Dans une interview diffusée par un organe de presse étrangère, Mourad Les Zae, grand commis de l'Etat, a qualifié le 4^e mandat d'Abdekka de blague. Je suis sidéré ! Je suis outré ! Je suis estomaqué ! Je suis scié ! Je suis scandalisé ! Comment a-t-on pu en arriver là ? Poignarder dans le dos Boutef' de cette manière, ce n'est pas simplement inamical, c'est assassin ! Qualifier de « blague » les efforts gigantesques, titanesques qu'il aura fallu au raïs pour abroger l'article qui limitait jusque-là les mandats présidentiels à deux et le remplacer par un nouvel article qui décrète la mandature à vie, c'est désolant. Oui M'sieur Mourad ! Désolant ! Comment ça une blague ? Et pourquoi alors notre guide se serait décarcassé ainsi s'il n'avait finalement pour dessein que de blaguer ? Oser réduire au statut de blague les discours et communiqués que Boutef' a eu la patience de nous balancer à la figure pour nous expliquer les bienfaits d'un mandat à

vie, c'est tout simplement irresponsable ! Et puis, il n'y a pas qu'Abdekka ! Des gens se sont mouillés dans la mutilation de l'ancienne constitution qui limitait à deux les mandats. Des personnes sont montées au créneau pour défendre la présidence à vie. Elles se sont impliquées personnellement. Elles ont impliqué leurs partis politiques. Elles se sont données à fond et plus encore pour vendre les mandats sans fin. Tout cet aréopage, toute cette armada qui a signé le viol assumé de la Constitution, tous ces auteurs collectifs d'un acte aussi « capital » sont-ils des blagueurs ? Mourad Les Zae devrait savoir qu'on ne blague pas avec ce genre de choses. Pour bien moins que cela, pour un Jet-Stop commis par Michèle Alliot-Marie en Tunisie, pour quelques heures passées à bronzer sur l'île de Djerba et à faire faire des affaires par ses parents, Sarkozy a été contraint à un remaniement du gouvernement et à la mise en... vacances forcées et apparemment définitives de MAM. Bien sûr que l'Algérie n'est pas la France. Mais tout de même ! Lorsqu'on est en charge des Zae, lorsqu'on a applaudi comme les autres à la présidence à vie du guide suprême, on ne peut pas venir ensuite nous raconter qu'il ne s'agissait finalement que d'une blague du Palais. De très mauvais goût, ce genre de blagues ya Si Mourad ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

